

Premier semestre 2024



Banque Centrale des Comores

Note de conjoncture

Sommaire

I.	Environnement économique international	3
II.	Evolution de l'activité économique interne	4
III.	Evolution des finances publiques	5
IV.	Commerce extérieur	7
V.	Evolution de la situation monétaire	9
VI.	Mouvements de devises	11

I. Environnement économique international

Au début de l'année 2024, l'activité économique et le commerce au niveau mondial se sont raffermis. En effet, les échanges ont été stimulés au premier trimestre par de fortes exportations en provenance d'Asie. Dans le même temps, la dynamique de désinflation mondiale s'essouffle en raison de la persistance d'une inflation plus élevée que la moyenne pour les prix des services tempérée dans une certaine mesure par une désinflation plus forte pour les prix des biens.

Dans ce contexte, les perspectives de l'économie mondiale du FMI, mise à jour en juillet dernier, montrent que les prévisions de croissance de l'économie mondiale restent globalement inchangées par rapport à celles d'avril 2024, avec un taux de croissance passant de 3,3% en 2023 à 3,2% en 2024 et 3,3% en 2025. Toutefois, le dynamisme variable de l'activité au début de l'année a quelque peu réduit les divergences de production entre les pays, sous l'effet d'une atténuation des facteurs cycliques et d'une meilleure adéquation de l'activité avec son potentiel.

Dans les pays avancés, la croissance se situerait à 1,7% comme en 2023. Aux Etats-Unis, la croissance est revue à la baisse à un taux de 2,6% en 2024 en raison d'une modération de la consommation et à une contribution négative des échanges. Dans la zone euro, une modeste reprise de 0,9% est attendue en 2024, grâce à une

dynamique plus forte dans les services et les exportations nettes. Au Japon, la croissance est revue à la baisse et attendue à 0,7% en 2024, principalement en raison des perturbations temporelles de l'offre et de la faiblesse de l'investissement privé au premier semestre.

En revanche, du côté des pays émergents et des pays en développement, les prévisions de croissance sont révisées à la hausse à 4,3% en 2024 et en 2025, soit 0,1 point de pourcentage de plus que ce qui avait été prévu initialement¹, mais elles restent faibles par rapport à l'année 2023. Cette révision à la hausse est tirée par une activité prévue plus forte en Asie, en particulier en Chine et en Inde. En Chine, la révision à la hausse de la croissance à un taux de 5% en 2024, en raison principalement du rebond de la consommation privée et de la rigueur des exportations au premier semestre. En Inde, la révision à la hausse, à 7,0% en 2024 s'explique par les effets différés d'une croissance plus forte que prévue en 2023 et de l'amélioration des perspectives de la consommation privée.

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la croissance est revue à la baisse, à 3,7% en 2024, principalement du fait d'une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage de la croissance au Nigéria, compte tenu de l'activité plus faible au premier trimestre.

Tableau 1: Taux de croissance économique

	2022	2023	2024*	2025*
<i>Economie Mondiale</i>	3,5%	3,3%	3,2%	3,3%
<i>Pays Avancés</i>	2,6%	1,7%	1,7%	1,8%
<i>Pays Emergents et Pays en Développement</i>	4,1%	4,4%	4,3%	4,3%
<i>Afrique subsaharienne</i>	4,0%	3,4%	3,7%	4,1%

Source : WEO-FMI, mise à jour des PEM, juillet 2024 ; * projections

¹ Dans l'édition d'avril 2024 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM),

II. Evolution de l'activité économique aux Comores

2.1. Croissance

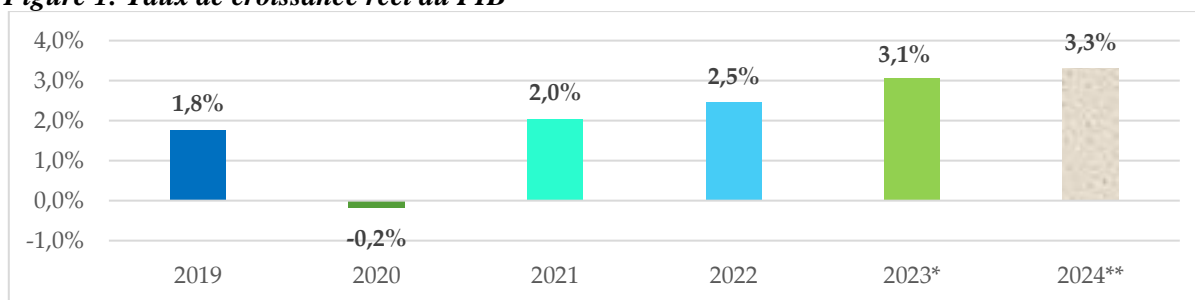
Au premier semestre 2024, l'activité économique a été marquée entre autres par les effets du passage de la tempête tropicale « *Hidaya* », de l'apparition du choléra et des pénuries des produits de première nécessité tel que le riz. La survenance fortuite de ces événements ont entraîné un repli de l'activité économique et un retour de l'inflation alimentaire au premier semestre 2024. Dans ce contexte, la croissance est projetée à 3,3% en 2024, mais en baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à la prévision initiale (3,8%). Cette révision à la baisse de la croissance s'explique par le retour de l'inflation, et la révision à la baisse de la croissance dans les trois secteurs de l'économie.

Du côté de l'offre : La croissance dans le secteur primaire est prévue à la hausse de 2,5%, soit 1 point de pourcentage de moins par rapport à la prévision initiale, en raison du repli des activités de la pêche et de la production agricole au cours du premier semestre 2024. Le secteur secondaire devrait progresser de 2,9% au lieu de 3,1% dans la précédente prévision. Cette révision à la baisse s'explique par les contreperformances des activités agro-alimentaires, de la production d'électricité et de la construction au cours des deux premiers trimestres. Parallèlement, la

croissance dans le secteur tertiaire est prévue à la hausse (3,4%), soit 0,2 point de pourcentage de moins comparée à la prévision initiale en lien avec le repli des activités du commerce et des services d'hébergement et de restauration au cours du premier semestre de l'année.

Du côté de la demande : Avec le retour de l'inflation alimentaire au premier semestre, la consommation finale des ménages est projetée à 3,2% au lieu de 4% prévue initialement, toujours soutenue par la poursuite de la hausse des transferts d'argent de la diaspora. L'investissement devrait progresser de 3,0% comme dans la précédente prévision et serait porté essentiellement par la commande publique reflétée par une augmentation des investissements publics durant le premier semestre. Pour la demande extérieure, les exportations de biens et services devraient enregistrer une hausse de 3,2% au lieu de 4,1% prévue initialement étant donné la baisse des exportations du girofle et de la vanille au cours du premier semestre. De même, avec la baisse enregistrée au niveau des importations de biens au premier semestre, les importations de biens et services devraient croître de 3,1% en 2024, soit en baisse de 1 point de pourcentage par rapport à la prévision initiale.

Figure 1: Taux de croissance réel du PIB



Source : INSEED, *Provisoire INSEED et ** Projections Banque Centrale des Comores

2.2. Evolution de l'inflation

La tendance baissière de l'inflation entamée au deuxième semestre 2023, s'est estompée dès le début de l'année 2024. En effet, au cours des six premiers mois de l'année, les prix à la

consommation ont enregistré une hausse de 4,9% par rapport au dernier semestre 2023. Cette situation s'explique en grande partie par la survenance des événements inattendus en

l'occurrence les mauvaises conditions météorologiques, ayant entraîné des inondations dans certaines régions, et les pénuries des produits de première nécessité (exemple : le riz ordinaire... etc.) observées durant le deuxième trimestre 2024. En effet, ces événements ont entraîné une hausse des prix des produits alimentaires locaux notamment les « poissons *et fruits de mer* » ainsi que les « légumes *et tubercules* ». En revanche, les deux autres principales fonctions de consommations à savoir les services de « *logements, eau, électricité* » et de « *transports* » ont enregistré des taux d'inflation négatifs au cours du premier semestre 2024.

L'analyse, suivant l'origine des produits, indique que la hausse des prix a concerné davantage les produits locaux (+6,2%), reflétant des problèmes liés à l'offre de produits alimentaires qui était insuffisante par rapport à la demande intérieure. En parallèle, les prix des produits importés ont augmenté de 3,6% notamment les produits alimentaires tel que le riz ordinaire en raison de la baisse des importations des produits alimentaires, reflétée par une série de pénuries durant le deuxième trimestre 2024, et dans une moindre mesure au taux de change défavorable de l'Euro par rapport aux dollars.

Tableau 2 : Evolution des prix selon l'origine des produits

	Pond	Juin-23	Déc-23	Juin-24	Variation sur 6 mois	Glissement annuel (Juin 24/juin 23)
Produits importés	4910	137,0	138,0	143,0	3,6%	4,4%
Produits locaux	5090	135,0	138,2	146,8	6,2%	8,7%
IHPC Total	10000	135,9	138,0	144,8	4,9%	6,5%

Source : INSEED

En glissement annuel, l'inflation s'est accélérée, au cours des six premiers mois de l'année 2024, pour atteindre 6,5% en juin après avoir baissé à (-2%) en décembre 2023. Cette accélération de l'inflation s'explique principalement par le

renchérissement des produits alimentaires durant la première moitié de l'année. Par origine des produits, l'accélération de l'inflation est surtout observée pour les produits locaux (+8,7%) que pour les produits importés (+4,4% en juin 2024).

III. Evolution des finances publiques

Les données provisoires relatives au budget de l'Etat présentent une amélioration des indicateurs de finances publiques au premier semestre 2024, bien que très faible comparées au premier semestre 2023. Cette évolution prend son sens dans la mesure où les recettes intérieures ont

3.1. Recettes publiques

Prévues à 66,8 milliards FC par la loi de finance 2024, les recettes intérieures s'élèveraient à 30,2 milliards FC à mi-parcours de l'exercice 2024 contre 29,6 milliards FC une année auparavant, soit un taux de réalisation de 45,2%. Cette amélioration, bien que faible, s'explique par la

augmenté seulement de 2,1%, en dépit d'une faible augmentation des dépenses intérieures (1,5%) entre les deux périodes. Ceci, atténuant légèrement le déficit primaire qui serait passé de 4,4 milliards FC à fin juin 2023 à 4,3 milliards FC à fin juin 2024.

légère baisse observée au niveau des recettes fiscales (-0,3%) qui aurait atténué la forte hausse des recettes non fiscales (15,8%) entre les deux périodes.

En effet, les recettes fiscales s'élèvent à près de 24,9 milliards FC à fin juin 2024, contre 25,0

milliards FC à une année auparavant. Ceci s'explique essentiellement par la baisse enregistrée au niveau des recettes sur les impôts sur les revenus et les bénéfices qui seraient passés de 3,9 milliards FC à fin juin 2023 à 3,3 milliards FC à fin juin 2024. Cette baisse a toutefois été atténuée par la hausse des autres composantes. C'est le cas des recettes des droits d'accises qui s'établiraient à 9,7 milliards FC à la fin du premier semestre 2024 contre 9,5 milliards FC une année auparavant. Il en est de même pour les recettes issues du commerce international qui s'afficheraient à 4,6 milliards FC à fin juin 2024 contre 4,5 milliards FC à fin juin 2023. Aussi, la taxe sur la consommation et assimilées aurait enregistré une hausse en allant de 7,2 milliards FC à fin juin 2023 à 7,4 milliards FC à fin juin 2024.

Quant aux recettes non fiscales recouvrées à fin juin 2024, elles ont atteint 5,2 milliards FC, soit 52,4% de la prévision annuelle. Leur niveau serait en progression de 15,8% par rapport à celle de l'année précédente à la même période, soit 4,5 milliards FC à fin juin 2023.

En ce qui concerne les dons extérieurs, on constate qu'ils ont plus que doublé entre les deux périodes, surtout du fait des Aides Projet qui sont passées de 3,6 milliards FC à fin juin 2023 à 12,7 milliards FC à fin juin 2024. Les Aides budgétaires ayant régressé de 18,9% en passant de 1,2 milliards FC à fin juin 2023 à 983 millions FC à fin juin 2024.

Tableau 3 : Recettes budgétaires de l'Etat en millions FC

	1er sem 2021	1er sem 2022	1er sem 2023	1er sem 2024	Variation
Recettes fiscales	22 805	19 732	25 053	24 967	-0,3%
Impôts sur les revenus et les bénéfices	5 003	4 946	3 908	3 265	-16,5%
TC et assimilés	5 096	2 667	7 166	7 407	3,4%
Dont :					
Commerce international	3 364	9 550	4 516	4 602	1,9%
Droits d'accises	9 227	2 569	9 462	9 694	2,5%
Recettes non-fiscales	3 829	4 607	4 528	5 243	15,8%
Total des recettes	20 966	25 989	29 581	30 210	2,1%

Source : Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire - CREF, Estimations Banque Centrale des Comores

3.2. Dépenses publiques

Le total des dépenses intérieures aurait augmenté de 1,5% en glissement annuel, atteignant 34,5 milliards FC à fin juin 2024 contre 33,9 milliards à fin juin 2023. Cette progression est constatée à la fois au niveau des dépenses courantes qu'au niveau des dépenses en capital financées par des ressources propres.

Les dépenses courantes primaires augmenteraient de 1,3% et cette croissance serait observée dans pratiquement toutes ses composantes. En effet et à l'exception des Transferts et subvention qui ont régressé de (-8,4%) en passant de 6,4 milliards FC à fin juin 2023 à 5,9 milliards FC à fin juin 2024,

les dépenses de biens et services s'établiraient à 8,7 milliards FC à fin juin 2024 contre 7,9 milliards FC la même période l'année précédente, soit une progression de 10,2%. De même pour la masse salariale, principal poste des dépenses courantes qui s'élèverait à 15,6 milliards FC à fin juin 2024 contre 15,5 milliards FC la même période l'année précédente.

Pour les dépenses en capital, financées par des ressources propres, elles s'élèveraient à 4,3 milliards FC à fin juin 2024 contre 4,2 milliards FC à fin juin 2023 ceci du fait de la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures. Toutefois, il est à relever que les financements extérieurs, qui constituent

l'essentiel des dépenses en investissement ont plus que doublé entre les deux périodes en passant de 4,9 milliards FC à fin juin 2023 à 10,7 milliards FC à fin juin 2024.

Par ailleurs, le remboursement des dettes bilatérales et multilatérales a engendré une hausse importante des dépenses courant le premier semestre 2024. Il s'agit des intérêts de la dette extérieure, représentant un taux de réalisation global de 60,7%.

Tableau 4 : Dépenses budgétaires en millions FC

	1er sem 2021	1er sem 2022	1er sem 2023	1er sem 2024	Variation
Dépenses courantes primaires	28 623	26 316	29 802	30 185	1,3%
Traitements et salaires	14 135	14 114	15 466	15 589	0,8%
Biens et services	5 757	5 956	7 910	8 713	10,2%
Transferts	8 730	6 246	6 425	5 883	-8,4%
Dépenses en capital (fin. propre)	10 164	3 160	4 173	4 302	3,1%
Total des dépenses intérieures	38 787	29 476	33 975	34 487	1,5%

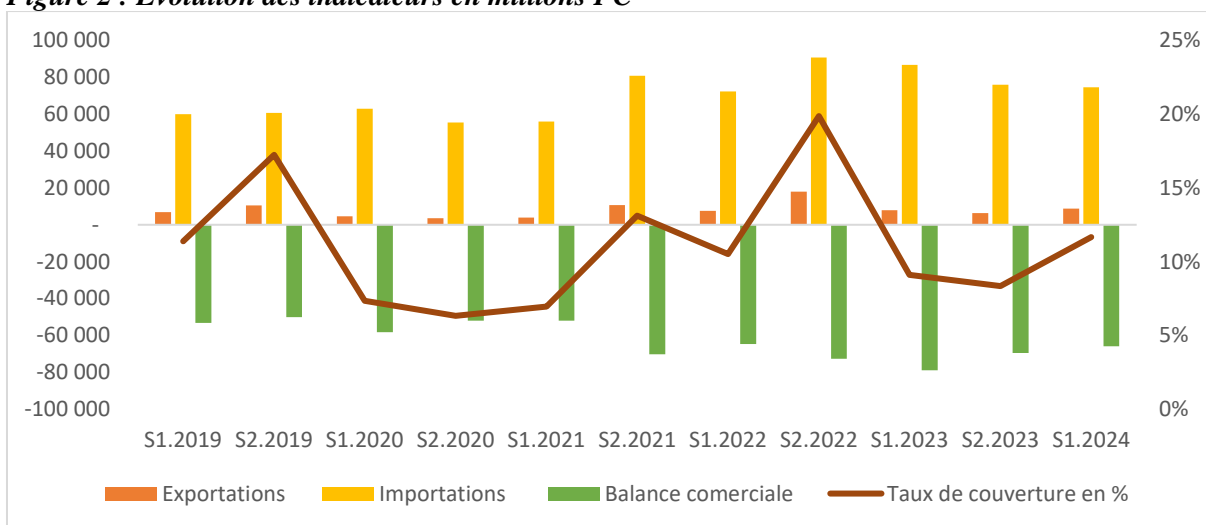
Source : Ministère des Finances, CREF

IV. Commerce extérieur

Les échanges commerciaux ont affiché une régression de -12,1% au premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023 pour se situer à 83,2 milliards FC après 94,6 milliards FC au premier semestre de l'année 2023. En effet on observe, une baisse des importations (-14%) bien qu'il y ait eu une augmentation des exportations

de 10%. Par conséquent, le déficit commercial s'est amélioré de -16,6 %, pour atteindre une valeur de 65,8 milliards FC contre 78,4 milliards FC au premier semestre 2023. Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exportations s'établit à 11,7% après 10,5% au premier semestre 2023.

Figure 2 : Evolution des indicateurs en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Les exportations dans son ensemble ont connu une progression de 10% au deuxième semestre

2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse est due à des expéditions

remarquables des produits, des biens d'équipements et des biens intermédiaires notamment les résidus de chargements. De même, l'ylang-ylang affiche une augmentation des exportations de près de 712 millions au deuxième semestre 2024 contre 418 millions au deuxième semestre 2023, soit 43% de progression. Tandis que les exportations de girofle et vanille affichent une réduction respectivement de (-19,8%) et (-69,6%) durant la même période sous revue.

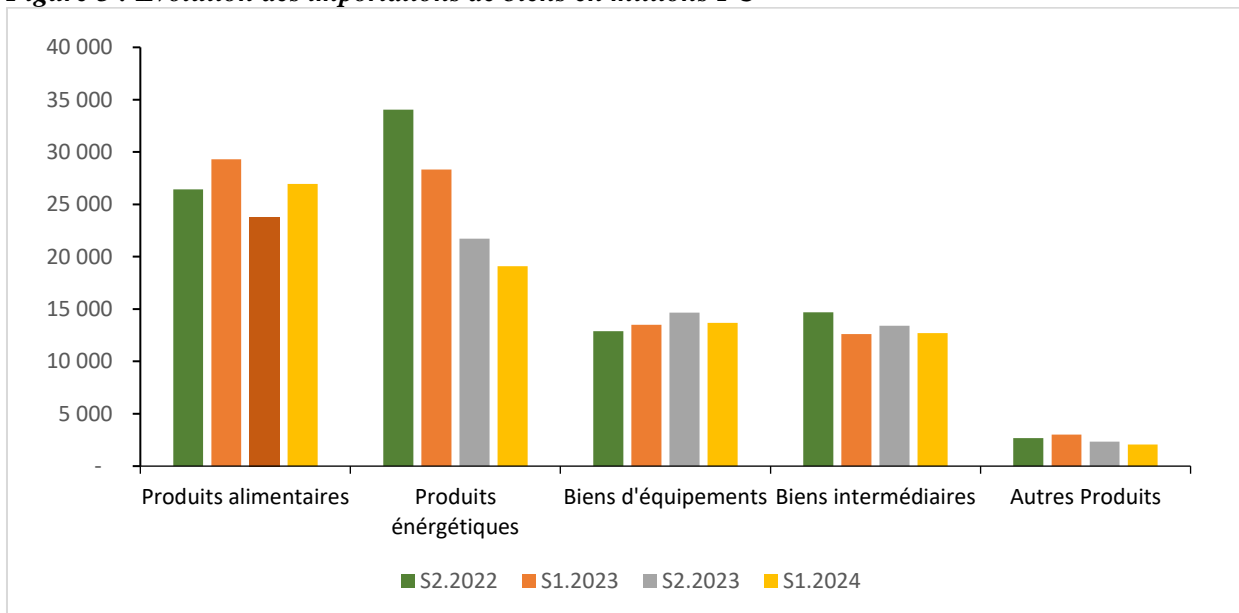
La baisse des importations est globalement constatée au niveau des produits alimentaires et des biens énergétiques (-32,6%). En effet, la catégorie des produits alimentaires a diminué de (-8%) porté par une baisse accrue du riz ordinaire à -31% pour se situer à 7,2 milliards FC contre 10,4 milliards FC au même semestre de l'année 2023. Cette baisse est aussi marquée par une diminution en volume de -9% au premier semestre 2024 par rapport à la même période en 2023. Les importations pour la catégorie Energie se sont établies à 55,8 milliards FC contre 87,4 milliards FC au premier semestre 2023. Cette baisse des importations des produits énergétiques est induite par la diminution des importations des produits pétroliers. Ainsi on a enregistré une baisse des

importations en volume de l'essence (-44%), du gasoil (-27%) et du pétrole lampant (-48%). En valeur, elles ont diminué de -27% pour l'essence, de -25% pour le gasoil et -50% pour le pétrole lampant.

En ce qui concerne les importations des biens d'équipements, elles ont légèrement baissé de -1% dans l'ensemble pour se situer à 11,3 milliards FC au premier semestre 2024 contre 11,4 milliards FC un an auparavant, en lien avec la baisse des importations de certains produits comme les « meubles » (-18%), les « camions et accessoires » (-38%). Ces baisses ont été atténuées entre autres par la progression des importations des équipements en « aviation civile » (+52%), et « machine-production et accessoires » (+56%).

Cependant, les importations des biens intermédiaires ont enregistré une augmentation de 6% au premier semestre 2024 par rapport à la même période 2023. Cette augmentation est due à la progression des importations des matériaux de construction « ciment » (5%), « fer et tôle » (32%), malgré une diminution des importations de carrelages (-14%), des portes fenêtres et cadres (-3%) et des planches (-14%).

Figure 3 : Evolution des importations de biens en millions FC



Sources : Direction Générale des Douanes, Société Comor-Hydrocarbures

Par zone géographique, le marché asiatique reste le premier fournisseur de l'Union des Comores en biens d'équipements et en produits alimentaires.

Il représente 38,6% de la part de marché au premier semestre 2024. En deuxième position, vient le marché du Moyen-Orient avec 35,1% de

part dans le total de la valeur des importations. Ce marché est principalement constitué des produits pétroliers provenant des Emirats Arabes Unis.

La troisième position est détenue par l'Europe avec 16,7% des importations comoriennes composées essentiellement de biens d'équipement et des produits alimentaires.

V. Evolution de la situation monétaire

Au premier semestre de l'année 2024, la masse monétaire a enregistré une baisse de -2,4% pour s'établir à 224,9 milliards FC à fin juin contre 230,6 milliards FC à fin décembre 2023. Cette situation est principalement liée à la diminution des actifs extérieurs nets en dépit d'une légère hausse du crédit intérieur.

En glissement annuel, la quantité de monnaies en circulation a augmenté de 7,5% entre juin 2023 et juin 2024.

6.1. Contreparties de la masse monétaire

Au premier semestre 2024, les actifs extérieurs nets sont passés de 120,9 milliards FC à fin décembre à 111,5 milliards FC à fin juin, soit un recul de 7,8%. Cette évolution est justifiée entre autres par la baisse des avoirs extérieurs bruts de l'ensemble du système. Souvent, au premier semestre de l'année, on observe une diminution des avoirs extérieurs nets due à un volume très important de règlements des importations conjugué à un rythme moins soutenu des entrées de devises par rapport au deuxième semestre. En effet, les avoirs extérieurs bruts de la banque centrale ont enregistré une baisse de (-5,1%) s'établissant à 137,1 milliards FC à fin juin contre 144,5 milliards à fin décembre. De la même manière, ceux des autres institutions de dépôts sont passés de 7,9 milliards FC à fin décembre à 5,2 milliards FC à fin juin 2024, soit un recul de (-33,4%). En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 12,9% entre juin 2023 et juin 2024.

Pour leur part, les engagements extérieurs ont cru de 2,2% s'établissant à 28 milliards à fin juin 2024 contre 27,4 milliards à fin décembre dernier. Cette situation est principalement liée au tirage effectué au mois de juin 2024 dans le cadre du programme

avec le FMI. En revanche, les engagements extérieurs des autres institutions de dépôts ont fortement diminué passant de 4 milliards FC à fin décembre à 2,7 milliards à fin juin soit (-31,7%).

L'encours du crédit intérieur a légèrement augmenté (1,1%) au cours de la période s'établissant à 148,8 milliards FC à fin juin contre 147,2 milliards FC à fin décembre. Cette situation est principalement due à la hausse des créances nettes à l'administration centrale. En effet, l'augmentation des dépôts de l'Etat devrait entraîner une baisse de ses créances nettes mais la hausse des crédits qui lui sont accordés a nettement pesé. Plus précisément, les crédits bruts sont passés de 43,8 milliards FC à fin décembre à 47,8 milliards FC à fin juin, soit (+9,1%). Pour leur part, les dépôts de l'Etat ont cru de 2,6% pour s'établir à 22 milliards FC contre 21,5 milliards FC à fin décembre. Ainsi les créances nettes sur l'administration centrale se sont élevées à 25,8 milliards FC à fin juin 2024 contre 22,3 milliards FC à fin décembre soit une progression de 15,4%.

Les créances nettes à l'administration Centrales ont augmenté de 13,3% entre juin 2023 (19,4 milliards FC à fin juin 2023) et juin 2024.

En revanche, les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de (-1,5%) s'établissant à 123,1 milliards FC à fin juin contre 124,9 milliards FC six mois avant, en lien avec la baisse des crédits accordés au secteur public et privé. En effet, l'encours des crédits octroyés au secteur public est passé de 13,9 milliards FC à 13,4 milliards FC à fin juin, soit (-3,3%). Les crédits accordés au secteur privé ont baissé de 1,2% pour s'établir à 109,6 milliards FC à fin juin contre 111 milliards FC à fin décembre.

A fin juin 2023, les crédits à l'économies ont été évalué à 126,9 milliards FC, soit une baisse de 3%.

Tableau 5 : Evolution des contreparties de la masse monétaire en millions de Francs comoriens

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)			Variation / juin-24 (%)	
	Jun-23	Déc-23	Jun-24	Déc-23	Jun-24
M1/ Moyens de paiements	139 091	158 272	158 027	-0,2	13,6
Circulation Fiduciaire hors AID	52 339	58 425	52 391	-10,3	0,1
Dépôts transférables	86 752	99 847	105 636	5,8	21,8
Banque Centrale	939	3 175	3 175	0,0	238,1
Banques et Etablissements Financiers	85 813	96 672	102 461	6,0	19,4
M2-M1 / Epargne Liquide	70 191	72 285	66 893	-7,5	-4,7
M2 / Masse Monétaire	209 283	230 558	224 920	-2,4	7,5

Source : Banque Centrale des Comores

5.2. Composantes de la masse monétaire

Les moyens de paiements représentés par l'agrégat M1 ont enregistré une légère diminution de (-0,2%) pour s'établir à 158 milliards FC à fin juin contre 158,3 milliards FC à fin décembre. Cette évolution est en lien à la fois avec la baisse de la circulation fiduciaire et des dépôts à terme sur la période. En effet, la circulation fiduciaire représentant 23,3% de la masse monétaire s'est contractée de (-10,3%) s'établissant à 52,4 milliards FC à fin juin contre 58,4 milliards FC à fin décembre 2023.

En parallèle, la composante « M2-M1, Epargne liquide » regroupant les dépôts d'épargne à vue et à terme et représentant 29,7% de la quantité de monnaie en circulation, a diminué de (-7,5%) s'établissant à 66,9 milliards FC à fin juin contre 67,8 milliards FC à fin décembre 2023. En revanche, les dépôts transférables équivalents à 47% de la masse monétaire ont affiché une hausse de 5,8% passant de 99,8 milliards FC à 105,6 milliards FC à fin juin 2024. En glissement annuel, les moyens de paiement ont enregistré une hausse de 13,6% entre juin 2023 (139,1 milliards FC à fin juin 2023) et juin 2024.

Tableau 6 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions FC

EVOLUTIONS DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)			Variation / juin-24 (%)	
	Juin-23	Déc-23	Juin-24	Déc-23	Juin-24
AVOIRS EXTERIEURS (NETS)	98 759	120 901	111 525	-7,8	12,9
Banque Centrale des Comores	95 042	117 037	109 021	-6,8	14,7
Banque et Etablissements Financiers	3 717	3 864	2 504	-35,2	-32,6
CREDIT INTERIEUR	150 890	147 203	148 806	1,1	-1,4
Créances nettes sur l'Administration Centrale	24 041	22 315	25 750	15,4	7,1
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	42 181	43 807	47 793	9,1	13,3
Dépôts (de l'Administration Centrale)	18 140	21 492	22 043	2,6	21,5
Crédits à l'économie	126 850	124 888	123 056	-1,5	-3,0
Secteur public (Admi Loc et SNFP)	17 723	13 878	13 417	-3,3	-24,3
Secteur privé	109 122	111 010	109 640	-1,2	0,5
AUTRES POSTES NETS	- 40 367	- 37 546	- 35 411	-5,7	-12,3
Total des Contreparties	209 283	230 558	224 920	-2,4	7,5

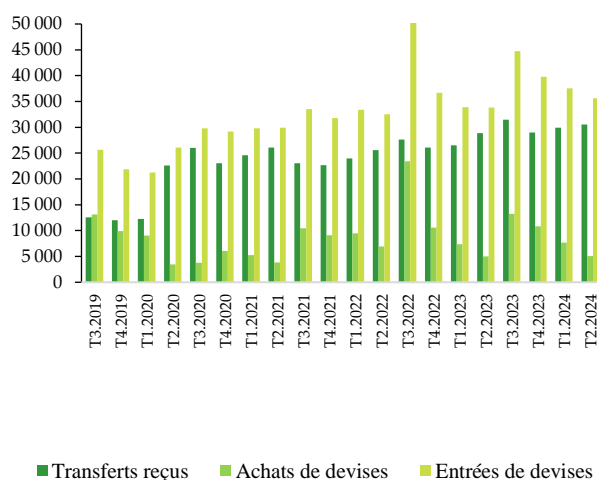
Source : Banque Centrale des Comores

VI. Mouvements de devises

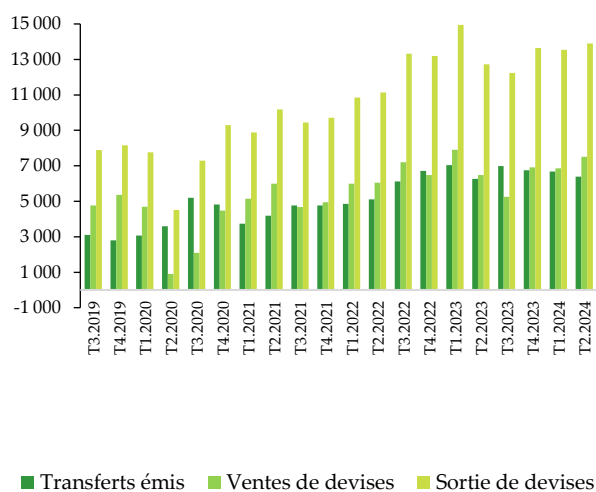
Au premier semestre 2024, les entrées de devises (transferts d'argent + change manuel) via les sociétés spécialisées, ont cru de 7,9% pour s'établir à 73,1 milliards FC contre 67,7 milliards FC au premier semestre 2023. Cette progression est principalement tirée par les transferts reçus dont la valeur s'élève à 60,4 milliards FC contre 55,4 milliards FC un an avant, soit une hausse de 9,1%. Parallèlement, les achats de devises ont augmenté de 2,9% pour s'établir à 12,7 milliards FC contre 12,4 milliards FC au premier semestre 2023.

En revanche, les sorties de devises ont enregistré une baisse de (-0,9%) pour s'établir à 27,4 milliards FC au premier semestre 2024 contre 27,7 milliards FC au premier semestre de l'année 2023. Cette légère régression est surtout due à la baisse des transferts émis qui sont évaluées à 13,1 milliards FC au premier semestre 2024 (contre 13,3 milliards un avant, soit une baisse de -1,8%). Toutefois les ventes de devises ont peu fluctué en s'établissant à 14,4 milliards FC le premier semestre 2024.

Entrées formelles de devises, en millions FC



Sortie de devises, en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores